Solidaires finances

Section du Finistère

Union syndicale Solidaires

Formation Spécialisée du 27 juin 2023

Monsieur le Président,

Nous nous retrouvons aujourd'hui pour cette deuxième formation spécialisée, après des mois de lutte contre la réforme des retraites passée en force par le gouvernement à coup de 49.3, méprisant l'opinion des Françaises et Français, après une inflation record pas vue depuis longtemps dans notre pays ! Nos concitoyens font grise-mine.

Les agents de la DGFIP, en plus de ce contexte de politique lourde et méprisable, vivent également des heures, voire des jours, sombres si l'on en croit les résultats de l'observatoire interne :

La participation reste sous la barre des 40 % avec une sous représentation, par rapport aux effectifs de notre administration des catégories C et B. Notons également la très faible représentation des effectifs travaillant dans les SIP-SIE et CDC, pourtant les services parmi les plus impactés par les dernières restructurations.

Les chiffres sont éloquents :

- Le nombre de personnels de la DGFiP non satisfait de travailler au sein du ministère est passé à 27 % (+ 6 %). Ils sont 15 % à être très satisfait contre 66 % pour les personnels du ministère.
- Seulement 26 % des personnels se déclarent optimistes sur leur avenir au sein de leur Direction.
- 5 % des agents estiment que leur motivation dans leur travail augmente. Pour un agent sur deux (55 %) sa motivation diminue.
- 21 % des agents estiment que leur direction évolue dans le bon sens pendant que 56 % trouvent les changements trop rapides.
- Près de 60 % des agents restent satisfaits du contenu de leur travail et des possibilités de formation.
- 69 % des agents estiment que les possibilités d'avancement et de promotion sont insatisfaisantes.

- Quant aux items sur les conditions de travail, la charge de travail reste trop conséquente pour 55 % des personnels et la quantité de stress sur une échelle de 1 à 10 augmente.

Le baromètre 2023, en plus d'une participation assez faible et déséquilibrée, est très loin d'être favorable à la DGFiP. Ces chiffres viennent conforter ce que nous dénonçons : la dégradation des conditions de travail, des évolutions à marche forcée, et plus généralement la destruction de nos chaînes de travail. Les réformes incessantes, les nombreuses atteintes à nos missions, à nos structures, affectent les agents dans leur quotidien de travail. Ce sont des signaux forts que l'administration doit prendre en considération.

La DGFIP pointée du doigt par les résultats de cet observatoire s'est enfin rendue-compte de ce qui se passait réellement. Elle a décidé d'écouter les agents, et comment ? En programmant en urgence une réunion sur la base du volontariat et d'un tirage au sort pour participer à une visio d'une heure ! Si nous avions été dans un comique de situation, nous aurions pu rire et s'esclaffer de cela ! Malheureusement, ce n'est pas le cas, et Solidaires Finances n'a pas envie de rire. Solidaires Finances aurait plutôt envie de pleurer à voir avec quel mépris la DGFIP a décidé de prendre le problème. Mais de qui se moque t-on ? Les agents sont en souffrance, et la proposition d'une réunion d'urgence d'une heure en visio est seulement émise ?

Pour faire passer la pilule du NRP et des multiples restructurations, la DGFiP vante les vertus des formes dématérialisées d'organisation du travail, en vogue dans le monde idéalisé de la start up down nation, notamment :

- Le Télétravail.

- Les Espaces de co-working : Ces tiers lieux qui commencent à arriver dans le paysage conduiront à une destruction des collectifs de travail et à un isolement des agentes et des agents.

- Espaces de Flex office : Des expérimentations de Flex office émergent. L'inconfort et l'insécurité des personnels y est prégnante. Cette organisation accentue notamment les conflits au sein du collectif de travail et accroît sensiblement l'émergence de risques psycho-sociaux.

Solidaires Finances exige en ce sens l'arrêt des réformes déstructurantes de nos missions de service public, la revalorisation des rémunérations de l'ensemble des personnels, une augmentation des possibilités de promotion, et de meilleures conditions de travail.

Force est de constater, que dans le Finistère, à l'instar d'autres départements, le NRP a détruit plus le collectif de travail et la relation avec l'usager qu'il n'a participé à resserrer le maillage du service public.

Lors de la réunion plénière du CSAL qui s'est tenue le 22 juin dernier, les Organisations Syndicales ont alerté, une fois de plus, sur les difficultés rencontrées par les agent.e.s et ont dénoncé les dérives promues par la DGFIP (Campagne Gmbi couplée avec la campagne IR notamment).

Solidaires Finances dénonce les situations vécues actuellement par les agents du centre de contact, des SIP, du SPF de Quimper, du SDIF, notamment. Aussi, Solidaires Finances demande un redéploiement d'agents dans tous les services placés sous votre direction et restera vigilent aux améliorations voire aux solutions que vous apporterez à ces services, et ce dès la rentrée.

Monsieur le Président, nous sommes réunis aujourd'hui pour évoquer et débattre sur 9 points. Nous souhaitons que ces 9 points soient abordés correctement, et Solidaires Finances demandera le report des points non traités à une date ultérieure si le temps venait à manquer. Parmi ces points, nous ferons un focus sur le budget, et notamment sur le budget régional alloué à certaines formations. Solidaire finances regrette que la FS du Finistère n'ait plus la main, ni sur les montants alloués, ni sur les prestataires choisis afin d'assurer ces formations et craint qu'à l'instar de l'action sociale , nous voyons poindre une régionalisation rampante de la formation spécialisée.

Solidaires Finances regrette également que les réserves budgétaires soient passées de 6 à 9 %, et souhaiterait les débloquer.

De plus, Solidaires Finances déplore que l'enveloppe locale ait baissé de 16 000 €, et que l'enveloppe formation soit aussi insuffisante.

Enfin, et malheureusement, Solidaires Finances ne peut que constater, une fois de plus, l'absence à cette réunion, d'un médecin du travail. Nous rappelons d'ailleurs que c'est à cette période que le médecin du travail présentait traditionnellement son bilan annuel. Il nous a été rapporté que Le Secrétariat Général a prévu d'élargir les compétences des infirmières de prévention. Nous souhaitons avoir connaissance de ce qui est prévu pour le Finistère.

Solidaire Finances souhaite saluer à nouveau le travail fourni par l'assistante de prévention.